

Le 9 décembre 2020

Journée internationale des droits de la personne : poursuivons la lutte!

Le 10 décembre est la Journée internationale des droits de la personne et commémore l'adoption, en 1948, de la *Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies*. La *Déclaration* énonce les droits fondamentaux de tous les êtres humains, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

On aurait pu penser qu'en 2020 le monde avait fait des progrès. Hélas, le colonialisme, le néolibéralisme, le sexisme, l'homophobie, la transphobie et le racisme poursuivent leur oppression. La pandémie de COVID-19 braque les projecteurs sur la situation scandaleuse de violation des droits. La plupart des travailleurs et travailleuses de première ligne qui mettent leur vie en danger pour assurer la sécurité des autres proviennent de groupes opprimés, qu'il s'agisse de femmes, de personnes racisées ou de membres de la classe ouvrière qui n'ont pas ou peu de protections et sont sous-payés.

Entre-temps, comme dans plein d'autres endroits dans le monde où les personnes marginalisées font trop souvent l'objet de mauvais traitements, de brutalité et d'assassinat, 2020 a été marquée au Canada et aux États-Unis par la brutalité policière contre les personnes racisées. La police a mis fin à la vie de Noirs et d'Autochtones avec une facilité alarmante et en toute impunité. La liste des victimes est tragiquement longue.

Dans bien des pays, la communauté LGBTQ+ continue d'être stigmatisée et de subir le meurtre de ses membres par des dirigeants, des policiers et des citoyens homophobes et transphobes.

Les personnes qui ont des limitations fonctionnelles demeurent marginalisées. Leurs incapacités ne sont pas toujours visibles, mais ces personnes continuent de faire face à la discrimination et à l'absence de débouchés.

Les peuples autochtones ont vécu ce qu'il convient d'appeler un génocide et subissent encore aujourd'hui les séquelles du vol de leurs terres, de leur emprisonnement, du kidnapping de leurs enfants, sans parler de la brutalité et de la torture dont ils ont été victimes de la part de citoyens et de membres du clergé dans les pensionnats.

L'urgence climatique se répercute de manière disproportionnée sur les populations ouvrières partout dans le monde, en particulier celles des pays

du Sud. Tempêtes, inondations, incendies, canicules, famine et manque d'eau potable témoignent de la dégradation du climat.

Il y a toutefois de l'espoir, et aussi de la résistance. Les communautés opprimées se lèvent pour dénoncer les abus qu'elles subissent depuis trop longtemps. Elles exigent que nous devenions des alliés pour créer un monde juste et équitable qui célèbre l'humanité toute entière.

Les luttes pour les droits de la personne et les luttes des travailleurs et travailleuses sont indissociables. Nous devons être solidaires les uns des autres et veiller au respect des droits de la personne, que ce soit dans nos lieux de travail, nos syndicats, nos collectivités et partout ailleurs.

Il faut continuer d'exiger une réduction des émissions de gaz à effet de serre en visant le démantèlement de l'oligarchie des combustibles fossiles, en exerçant des pressions sur les gouvernements pour qu'ils s'activent à créer des solutions de rechange écologiques et en misant sur des institutions collectives qui servent vraiment les intérêts des travailleurs et travailleuses et des collectivités dans lesquelles nous vivons.

Aujourd'hui, 10 décembre, le STTP demande aux dirigeants du monde entier de prendre les droits de la personne au sérieux et d'entreprendre une relance juste. Il faut, pour cela, mettre fin au néolibéralisme et au patriarcat, réduire le financement de la police, imposer les riches et répartir les ressources de manière équitable.

Solidarité,



Dave Bleakney
2^e vice-président national

2019-2023 / Bulletin n° 216
/bk sepb 225 ab scfp 1979